

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Bendahán, Samuel (sp/ps, VD) NR/CN
Prozesstypen	Motion
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Gökce, Melike
Heer, Elia
Heidelberger, Anja
Ziehli, Karel
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Gökce, Melike; Heer, Elia; Heidelberger, Anja; Ziehli, Karel; Zumofen, Guillaume 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Motion, 2019 - 2021. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Wirtschaftspolitik	1
Strukturpolitik	1
Wirtschaftsordnung	1
Geld, Währung und Kredit	1
Banken	1
Landwirtschaft	2
Lebensmittel	2
Öffentliche Finanzen	2
Direkte Steuern	2
Infrastruktur und Lebensraum	3
Raumplanung und Wohnungswesen	3
Wohnungsbau und -eigentum	3
Sozialpolitik	3
Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	3
Epidemien	3
Bildung, Kultur und Medien	4
Kultur, Sprache, Kirchen	4
Kulturpolitik	4

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
BFS	Bundesamt für Statistik
WAK-SR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
BLW	Bundesamt für Landwirtschaft
FINMA	Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
EU	Europäische Union
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
FINMAG	Bundesgesetz über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
LIK	Landesindex der Konsumentenpreise

DFF	Département fédéral des finances
OFS	Office fédéral de la statistique
CER-CE	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
FINMA	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
UE	Union européenne
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
LFINMA	Loi sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
IPC	Indice des prix à la consommation

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Wirtschaftspolitik

MOTION
DATUM: 09.12.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que la **numérisation** transfère de nombreuses tâches des entreprises vers le consommateur, avec par exemple le scan des achats ou l'achat des billets de transport public, Samuel Bendahan (ps, VD) demande au Conseil fédéral de **garantir la présomption d'innocence pour les consommateurs** et consommatrices, et de s'assurer que les conditions de travail des employé.e.s ne sont pas péjorées par ces nouvelles technologies.

Le Conseil fédéral a proposé de rejeter la motion. Il a précisé que le principe de présomption d'innocence et le principe que le doute profite à l'accusé prévalent déjà dans le droit pénal helvétique. En outre, le rapport sur les postulats 15.3854 et 17.3222 traite des conséquences de la numérisation sur les conditions de travail.

La **motion** a été **rejetée par le Conseil national** par 126 voix contre 60. Seul le camp rose-vert a voté en faveur de la motion.¹

Strukturpolitik

MOTION
DATUM: 18.06.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Samuel Bendahan (ps, VD) pointe du doigt le service clientèle des grandes entreprises. En effet, il estime que, dans certains cas, les procédures du service clientèle sont tellement complexes que les consommateurs et consommatrices ne peuvent pas faire valoir leurs droits. Il préconise, à travers une **motion**, que les **grandes entreprises garantissent aux consommateurs et consommatrices la possibilité de parler avec une personne physique** ayant compétence pour agir le cas échéant.

Le Conseil fédéral s'est opposé à la motion. Il a cité les instruments qui existent déjà pour les consommateurs et consommatrices et mis en exergue les problèmes de définition de la motion. Au final, la motion a été **classée** car elle n'a pas été examinée dans un délai de deux années.

Wirtschaftsordnung

MOTION
DATUM: 20.12.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

A l'identique de l'indice des prix à la consommation (IPC), la motion Bendahan (ps, VD) souhaite imposer un **indice du pouvoir d'achat des ménages**. Le Conseil fédéral a proposé de rejeter la motion. Il considère qu'une combinaison de statistiques actuellement publiées par l'OFS permet déjà d'atteindre l'objectif du motionnaire. Au final, la motion a été classée car elle n'a pas été examinée dans le délai imparti de 2 années.

Geld, Währung und Kredit

Banken

MOTION
DATUM: 20.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Afin de lutter contre la criminalité financière, Samuel Bendahan (ps, VD) a déposé une motion qui vise l'**élargissement de l'obligation d'information de la FINMA**. Il considère qu'une modification de la loi sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA), qui renforcerait l'information sur les procédures importantes, clarifierait l'illégalité de certains comportements financiers et sonnerait comme un incitatif vers l'argent propre pour les acteurs financiers.

Le Conseil fédéral a proposé de rejeter la motion. La LFINMA, et notamment l'art. 22 sur l'information du public, a fait ses preuves selon les sept Sages. Ils soulignent d'ailleurs le risque de subjectivité et de jugements trop hâtifs qui pourraient porter à conséquence.

La motion a été rejeté par 140 voix contre 53. Seuls les parlementaires socialistes et verts ont voté en faveur de l'objet.²

Landwirtschaft

Landwirtschaft

MOTION
DATUM: 27.02.2019
KAREL ZIEHLI

La motion Bendahan (ps, VD) «**Pour plus de transparence dans la formation des prix**» a été classée, car non-traitée par les chambres dans le délai imparti. Le conseiller national vaudois exigeait des autorités la publication de données détaillées sur la formation des prix des produits agricoles à tous les échelons. Aujourd'hui, il existe des relevés effectués par l'OFAG mais l'Office fédéral de l'agriculture ne donne aucune indication sur les étapes intermédiaires (transformation, transport, distribution) et se concentre uniquement sur les prix à la production et à la consommation. Bien qu'opposé à ce texte, le Conseil fédéral s'est dit prêt à rendre public, là où c'était possible, les marges réalisées aux différents échelons.

Cette question de la transparence des prix des produits agricoles a, en outre, été traitée dans le cadre des motions Glauser-Zufferey (Mo.18.3183) et Maire (Mo.17.3658).³

Lebensmittel

MOTION
DATUM: 22.09.2021
KAREL ZIEHLI

Carlo Sommaruga (ps, GE) souhaite instaurer un **label obligatoire pour le pain suisse** (produit en Suisse, avec des farines suisses). Il veut ainsi mettre en valeur un produit qui subit une forte concurrence face aux produits surgelés importés à bas prix d'Europe de l'Est. Elu entre temps à la chambre haute, c'est son collègue vaudois Samuel Bendahan (ps, VD) qui a défendu le texte en chambre, arguant que transparence devait être faite dans ce domaine afin de permettre aux consommatrices et consommateurs de faire un choix informé lors de leurs achats. Prenant la parole au nom du Conseil fédéral, Alain Berset a tenu à rappeler que le droit suisse offre d'ores et déjà une large palette de possibilités pour défendre la production suisse (notamment dans le cadre du «Swissness»). De plus, le collège exécutif estime que la motion acceptée par le Parlement en 2020 qui prévoit une déclaration du pays de production des pains et produits de boulangerie établit une transparence suffisante. Et suite à cela, l'association Pain suisse a lancé un label du même nom pour promouvoir la production nationale. Tous ces éléments n'auront pas suffi à convaincre le Conseil national qui a adopté la motion Sommaruga par 107 voix contre 74 et 7 abstentions. C'est une alliance entre partis de gauche et UDC qui aura permis d'atteindre une majorité en faveur du texte.⁴

Öffentliche Finanzen

Direkte Steuern

MOTION
DATUM: 10.03.2021
ANJA HEIDELBERGER

Christian Levrat (sp, FR) und Samuel Bendahan (sp, VD) forderten den Bundesrat im Dezember 2020 mit je einer Motion in beiden Ratskammern zu **Vorbereitungsarbeiten zur Einführung einer Digitalsteuer** auf. Das Inclusive Framework on BEPS sei im Rahmen der OECD dabei, eine internationale Digitalsteuer auszuarbeiten. Diese Arbeiten hätten sich jedoch verzögert, weshalb der Bundesrat einen entsprechenden Entwurf erarbeiten solle, in dem er insbesondere die Besteuerung der grossen Technologiekonzerne mit multinationalen Strukturen regle, die bisher kaum besteuert würden. Dabei solle er die Gesetzgebung mit den Nachbarländern und der EU koordinieren. In seiner Begründung verwies Levrat auf Frankreich, das Ende 2020 eine solche Steuer geschaffen habe, sowie auf ähnliche Pläne in anderen Staaten der EU. Der Bundesrat betonte in seinen Stellungnahmen die Vorteile des Vorgehens der OECD, allen voran die internationale Koordination und Akzeptanz, und sprach sich aufgrund der Standortattraktivität gegen einen Alleingang der Schweiz aus. Das EFD verfolge jedoch die internationalen Vorgänge, wobei der Bundesrat den Handlungsbedarf laufend evaluiere. In der Frühjahrssession 2021 entschied sich der Ständerat auf Antrag von Ruedi Noser (fdp, ZH), die Motion Levrat der WAK-SR zuzuweisen. In Absprache mit dem Motionär wolle man abwarten, ob die OECD Mitte 2021 tatsächlich eine Lösung präsentieren werde. Im Nationalrat war die Motion Bendahan zu diesem Zeitpunkt noch nicht behandelt worden.⁵

Infrastruktur und Lebensraum

Raumplanung und Wohnungswesen

Wohnungsbau und -eigentum

MOTION
DATUM: 27.09.2021
ELIA HEER

In der Herbstsession 2021 beugte sich der **Nationalrat** über die Kommissionsmotion seiner WAK, welche den Bundesrat dazu auffordern sollte, das von ihm 2018 aufgegebenen **Revisionsvorhaben der Lex Koller dem Parlament vorzulegen**. Die beiden Kommissionssprecher Thomas Aeschi (svp, ZG) und Samuel Bendahan (sp, VD) betonten in ihren Voten, dass die Motion bezüglich Änderungen der Lex Koller explizit ergebnisoffen sei. Mit ihrer Unterstützung der Motion drückten sie einzig ihre Überzeugung aus, dass eine Reform der Lex Koller ein dringendes und wichtiges Anliegen sei und dass das Parlament diese nun angehen solle. Die Kommissionsminderheit, vertreten durch den Waadtländer Nationalrat Olivier Feller (fdp, VD), lehnte die Motion aus formellen, politischen sowie wirtschaftlichen Gründen ab. Erstens sei die formelle Zulässigkeit der Motion fraglich, denn der Vorstoss verpflichte den Bundesrat, den Vorentwurf Wort für Wort dem Parlament vorzulegen, ohne dass er die Chance hätte, die in der Vernehmlassung beanstandeten Punkte zu verbessern. Zweitens habe der Bundesrat die richtige Entscheidung getroffen, als er das Revisionsunterfangen beerdigt habe, denn eine überwältigende Mehrheit der Vernehmlassungsantworten sei negativ ausgefallen, was zeige, dass die angestrebte Revision nicht mehrheitsfähig sei. Schliesslich sei es auch wirtschaftlich nicht angezeigt, die Lex Koller zu verschärfen, denn gerade für Bergregionen, für die Hotellerie sowie für die Gastronomie hätte ein Wegfallen der ausländischen Investitionen dramatische Folgen.

Die grosse Kammer sprach sich schliesslich mit einer komfortablen Mehrheit von 108 zu 69 Stimmen (bei 5 Enthaltungen) für die Motion aus. Entscheidend waren dabei die Stimmen der SVP-Fraktion, deren Mitglieder fast geschlossen für den Vorstoss stimmten. Das ist insofern bemerkenswert, als die SVP 2017 in ihrer Vernehmlassungsantwort das Projekt als Ganzes noch abgelehnt hatte. Der Umschwung der SVP verhalf der Motion zusammen mit der Zustimmung der Fraktionen der SP und der Grünen zum Erfolg. Die restlichen Fraktionen (FDP, Mitte, GLP) lehnten die Motion grossmehrheitlich ab.⁶

Sozialpolitik

Gesundheit, Sozialhilfe, Sport

Epidemien

MOTION
DATUM: 05.05.2020
ANJA HEIDELBERGER

Mitte April 2020, kurz nachdem der Bundesrat über die geplanten stufenweisen Lockerungen der Corona-bedingten Massnahmen informiert hatte, reichte die WAK-NR drei Motionen ein, mit denen sie die **Schliessungen weitgehend** – und weitergehend als der Bundesrat – **aufheben** wollte. Neben den Motionen 20.3133 und 20.3134 verlangte die Motion 20.3136 eine grundsätzliche Öffnung der öffentlich zugänglichen Einrichtungen auf den 11. Mai 2020. Konkret sollten etwa Einkaufsläden, Restaurants, Sportzentren, Museen oder Campingplätze öffnen dürfen und «kleinere öffentliche oder private Veranstaltungen und Vereinsaktivitäten» wieder erlaubt werden – die Einhaltung der Distanz- und Hygienemassnahmen vorausgesetzt. Der Bundesrat verwies in der Folge auf das Risiko eines Wiederanstiegs der Fallzahlen durch einen erhöhten Publikumsverkehr, wodurch erneute Einschränkungen nötig würden. Folglich seien schrittweise Lockerungen wichtig, um deren Folgen abschätzen zu können. Damit empfahl er die Motion in Übereinstimmung mit einer Minderheit Bendahan (sp, VD) zur Ablehnung. In der ausserordentlichen Session im Frühjahr 2020 behandelte der Nationalrat die drei Motionen zusammen. Leo Müller (cvp, LU) führte für die Kommission aus, dass man vom Bundesrat insbesondere eine Konkretisierung der Öffnungskonzepte und der Zeitpläne verlange. Insgesamt seien aber die massiven Eingriffe in die Freiheitsrechte der Bürgerinnen und Bürger und die Eingriffe in die Wirtschaft zu beenden. Minderheitensprecher Bendahan argumentierte, dass nur die Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler die beste Vorgehensweise abschätzen könnten und man folglich dem Bundesrat vertrauen solle, der sich auf deren Empfehlungen stütze. Auch für die Wirtschaft sei es wichtig, erst zu öffnen, wenn man davon ausgehen könne, dass die Fallzahlen nicht wieder stark anstiegen. Mit 126 zu 63 Stimmen (bei 4 Enthaltungen) lehnte der Nationalrat die Motion ab, wobei ihr eine Mehrheit der SVP-Fraktion sowie Minderheiten der FDP-, der Mitte- und der GLP-

Fraktion zustimmten.⁷

Bildung, Kultur und Medien

Kultur, Sprache, Kirchen

Kulturpolitik

MOTION
DATUM: 19.06.2020
MELIKE GÖKCE

Eine im Sommer 2018 eingereichte **Motion** Bendahan (sp, VD) zur **Regelung von Mikrotransaktionen mit realem Geld in Videospiele**n wurde in der Sommersession 2020 **unbehandelt abgeschrieben**. Der Bundesrat hätte bestimmen sollen, welche Arten von Mikrotransaktionen den Geldspielen ähnlich sind und als solche reguliert werden müssten. Besonderes Augenmerk hätte auf Realgeldtransaktionen gelegt werden sollen, die den Spielenden einen Spielvorteil verschaffen, auf Transaktionssysteme, die ein Suchtverhalten generieren können, und auf Transaktionen, die speziell auf Minderjährige ausgerichtet sind.

Der Bundesrat hatte in seiner Stellungnahme vom August 2018 die Motion zur Ablehnung empfohlen. Mit Verweis auf die im Juni 2018 angenommene Vorlage zum Geldspielgesetz argumentierte er, dass die Prüfung, ob Mikrotransaktionen die Definitionsmerkmale eines Geldspieles erfüllten, den Geldspelaufsichtsbehörden obliege. Sollte eine entsprechende Qualifizierung ausgemacht werden, müssten die entsprechenden Bewilligungen eingeholt und Schutzvorgaben eingehalten werden. Da sich der Bereich der Mikrotransaktionen rasch weiterentwickle, sei es nicht angemessen, über die bestehenden Rahmenbedingungen hinaus abstrakte Regelungen anzubringen.⁸

1) BO CN, 2020, pp.2345

2) BO CN, 2019, pp.473

3) Motion 18.4364_Pour plus de transparence dans la formation des prix

4) AB NR, 2021, S.1776

5) AB SR, 2021, S. 202

6) AB NR, 2021, S. 1932 ff.; TA, 28.9.21; So-Bli, 3.10.21

7) AB NR, 2020, S 508 ff.

8) Mo. 18.3570